



DÉLIBÉRATION N°026/APDPVP DU 29 JANVIER 2024 PORTANT AUTORISATION DE TRANSFERT DES DONNÉES PERSONNELLES DES ASSURÉS DU RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE D'ASCOMA GABON VERS MONACO ET D'USAGE DU DISPOSITIF D'IDENTIFICATION BIOMÉTRIQUE DES ASSURÉS EN SANTÉ

L'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée (APDPVP), en sa séance plénière du 29 janvier 2024, composée de Joël Dominique LEDAGA, **Président**, Samuel MOUSSOUNDA IKAMOU, **Vice-Président**, Mesmin MONDJO EPENIT, **Questeur**, Marguerite LEYOUA ANGA épouse LEKOGO, **Rapporteur adjoint**, Marthe Denise AGANO ONGOTHA épouse APLOGAN et Arsène LESSY MOUKANDJA. **Tous, Commissaires Permanents.**

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la loi n°3/91 du 26 mars 1991 portant Constitution de la République Gabonaise;

Vu la Directive n°07/08-UEAC-133-CM-18 du 19 décembre 2008 fixant le cadre juridique de la protection des droits des utilisateurs de réseaux et de services de communication électronique au sein de la CEMAC ;

Vu la loi n°14/2005 du 08 août 2005 portant code de déontologie de la fonction publique ;

Vu la loi n°20/2005 du 03 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n°19/2016 du 09 août 2016 portant code de la communication audiovisuelle-cinématographique et écrite en République Gabonaise, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°006/2020 du 30 juin 2020 portant code pénal de la République Gabonaise ;

Vu la loi n°025/2021 du 28 décembre 2021 portant réglementation des transactions électroniques en République Gabonaise ;

Vu la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 portant modification de la loi n°001/2011 du 25 septembre 2011 relative à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la loi n°027/2023 du 12 juillet 2023 portant réglementation de la cybersécurité et de la lutte contre la cybercriminalité en République Gabonaise ;

Vu le décret n°00029/PR/MRICAII du 18 mars 2020 portant réorganisation du Secrétariat Général de la Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 12 juillet 2023 portant nomination et renouvellement des membres de l'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée ;

Vu la délibération n°001/APDPVP du 06 septembre 2023 portant élection du bureau de l'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée ;

Vu la délibération n°001/2018 du 16 juillet 2018 portant règlement intérieur de la Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel, déclarée conforme à la Constitution par décision n°255bis/CC du 13 décembre 2018 ;

Vu la demande de Ascoma Gabon du 03 novembre 2023, aux fins de délivrance d'une autorisation de transfert des données personnelles des assurés du régime d'assurance maladie vers Monaco et d'usage du dispositif d'identification biométrique des assurés en santé ;

Aux fins d'instruction, le Président de l'APDPVP a désigné un Commissaire rapporteur sur le fondement de l'article 32 du règlement intérieur de l'Autorité et ses règles de procédures relatives aux formalités préalables et à la saisine.

Après l'avoir entendu en son rapport circonstancié, l'APDPVP examine et se prononce sur les points suivants :

I- L'IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

- **Dénomination sociale** : ASCOMA GABON
- **Adresse** : boîte postale : 2138, 90 Rue Ange MBA, Libreville (Gabon)
- **Domaine d'activité** : Conseil et Courtier en Assurances.

II-L'OBJET DE LA DEMANDE

Ascoma Gabon a saisi l'APDPVP, le 03 novembre 2023, aux fins de délivrance d'une autorisation de transfert des données personnelles des assurés du régime d'assurance maladie vers Monaco et d'usage du dispositif d'identification biométrique des assurés en santé pour se conformer à la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 portant modification de la loi n°001/2011 du 25 septembre 2011 relative à la Protection des Données à Caractère Personnel.

III- LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA DEMANDE

Au soutien de sa demande, le responsable du traitement a fourni un dossier comportant les éléments justificatifs suivants :

1- Les éléments relatifs au transfert des données personnelles des assurés du régime d'assurance maladie

- un document sur la stratégie de sauvegarde des données vers Monaco ;
- une charte du bon usage des ressources informatiques, électriques, téléphoniques et numériques ;
- un sous-formulaire dûment rempli portant transfert des données vers un pays tiers qui mentionnent comme pays destinataire du transfert Monaco ;
- un formulaire dûment rempli portant renouvellement.

2- Les éléments relatifs à l'usage du dispositif d'identification biométrique des assurés en santé

- un document relatif au projet de mise en œuvre d'un système de cartes de santé à MICROPROCESSEUR ;
- un document sur les règles de gestion des droits des personnes concernées par les traitements des données à caractère personnel ;
- un document présentant les éléments clés de la politique de sécurité des données à caractère personnel ;
- un document présentant les caractéristiques de l'appareil Biometric Secure Authentification ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Libreville et ses environs) ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Province du Haut-Ogooué) ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Province du Moyen-Ogooué) ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Province de la Ngounié) ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Province de la Nyanga) ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Province de l'Ogooué-Ivindo) ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Province de l'Ogooué Lolo) ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Province de l'Ogooué-Maritime) ;
- un document relatif au réseau de soins Ascoma Santé (établissements conventionnés Tiers Payant, Province du Woleu Ntem) ;
- un acte de consentement individuel pour la collecte et le traitement des données à caractère personnel sensibles ;
- un formulaire d'inscription au système de cartes de santé à Microprocesseur ;
- un sous-formulaire dûment rempli relatif au dispositif d'identification biométrique ;
- une lettre relative à l'ajout d'information sur la carte biométrique d'Ascoma Gabon ;
- un formulaire dûment rempli portant renouvellement.

IV- LES FORMALITÉS PRÉALABLES À LA MISE EN ŒUVRE DES TRAITEMENTS ET LES PRINCIPES PRÉALABLES ET ESSENTIELS DE LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Sur le fondement de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 relative à la protection des données à caractère personnel, ASCOMA GABON sollicite la mise en œuvre de deux traitements des données à caractère personnel qui obéissent à des conditions auxquelles sont attachés les principes préalables et essentiels en matière de protection des données personnelles.

A- DES CONDITIONS PRÉALABLES AUX DIFFERENTS TRAITEMENTS

1) Du transfert des données vers un pays tiers

Les dispositions des articles 81, 171 et 173 de la loi précitée, encadrent les opérations de transfert des données du Gabon vers un pays tiers et énoncent que :

- L'Article 81 alinéa 4 de la loi n°025/2023 : « ***L'APDPVP se prononce dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande. Toutefois, ce délai peut être renouvelé une fois sur décision motivée de son Président. Lorsque l'Autorité ne s'est pas prononcée dans ces délais, la demande d'autorisation est réputée rejetée*** ».

- L'Article 171 de la loi sus-citée dispose que : « ***Le responsable du traitement ne peut transférer des données à caractère personnel vers un autre Etat que si cet Etat assure un niveau de protection suffisant de la vie privée, des libertés et droits fondamentaux des personnes à l'égard du traitement dont ces données font l'objet ou peuvent faire l'objet.***

Le caractère suffisant du niveau de protection assuré par un Etat s'apprécie en fonction notamment des dispositions en vigueur dans cet Etat, des mesures de sécurité qui y sont appliquées, des caractéristiques propres du traitement, telles que ses fins et sa durée, ainsi que de la nature, de l'origine et de la destination des données traitées.

L'APDPVP s'assure et publie la liste des Etats qui garantissent un niveau de protection suffisant à l'égard de tout transfert des données personnelles ».

- L'Article 173 de la même loi énonce que : « ***Toutefois, le responsable d'un traitement peut transférer des données personnelles vers un Etat ne répondant pas aux conditions prévues si la personne à laquelle se rapportent les données a consenti expressément à leur transfert ou si le transfert est nécessaire à l'une des conditions suivantes :***

- ***à la sauvegarde de la vie de cette personne ;***
- ***à la sauvegarde de l'intérêt public ;***

- *au respect d'obligations permettant d'assurer la consultation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice ;*
- *à la consultation, dans des conditions régulières, d'un registre public qui, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, est destiné à l'information du public et est ouvert à la consultation de celui-ci ou de toute autre personne justifiant d'un intérêt légitime ;*
- *à l'exécution d'un contrat entre le responsable du traitement et l'intéressé, ou de mesures précontractuelles prises à la demande de celui-ci ;*
- *à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat conclu ou à conclure, dans l'intérêt de la personne concernée, entre le responsable de traitement et un tiers.*

Il peut également être fait exception à l'interdiction prévue à l'article 171 ci-dessus, par décision de l'APDPVP ou, s'il s'agit d'un traitement mentionné à l'article 83 de la présente loi, par décret pris après avis motivé et publié de l'Autorité, lorsque le traitement garantit un niveau de protection suffisant de la vie privée ainsi que des libertés et droits fondamentaux des personnes, notamment, en raison des clauses contractuelles ou règles internes dont il fait l'objet.

L'Autorité porte à la connaissance des autres Etats, les décisions d'autorisations de transfert des données qu'elle prend au titre de l'alinéa précédent ».

2) De la mise en place du dispositif d'identification biométrique

Les dispositions des articles 81 et 86 de la section II du chapitre III de la loi précitée, encadrent les opérations d'usage du dispositif d'identification biométrique et énoncent que :

- Article 81 alinéa 1, tiret 9 : « **Les traitements automatisés comportant des données biométriques nécessaires au contrôle de l'identité des personnes sont mis en œuvre après autorisation de l'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et de la Vie Privée** ».
- Article 81 alinéa 4 : « **L'APDPVP se prononce dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande. Toutefois, ce délai peut être renouvelé une fois sur décision motivée de son Président. Lorsque l'Autorité ne s'est pas prononcée dans ces délais, la demande d'autorisation est réputée rejetée** ».
- L'article 86 : « **Les actes autorisant la création d'un traitement en application des articles 81, 82 et 83 précisent :**
 - **la dénomination et la finalité du traitement ;**
 - **le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès défini au chapitre deuxième ;**

- *les catégories des données à caractère personnel enregistrées ;*
- *les destinataires ou catégories des destinataires habilités à recevoir communication de ses données ;*
- *le cas échéant, les dérogations à l'obligation d'information ».*

B- DU RAPPEL DES PRINCIPES PRÉALABLES ET ESSENTIELS EN MATIERE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Il s'agit d'une transposition des garanties des droits et libertés en matière de protection des données à caractère personnel et de la vie privée suivantes :

1	<p style="text-align: center;">Demander une autorisation auprès de l'APDPVP</p> <p>Les organismes privés sont tenus de demander une autorisation auprès de l'APDPVP (art 81):</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de transfert des données vers un pays tiers ; - d'interconnexion des fichiers relevant d'une ou de plusieurs personnes morales gérant un service public et dont les finalités correspondent à des intérêts publics différents ; - d'interconnexion des fichiers relevant d'une ou de plusieurs personnes morales privées et dont les finalités principales sont différentes ; - en cas de traitement comportant les données biométriques nécessaires au contrôle de l'identité des personnes.
2	<p style="text-align: center;">L'obligation de se conformer aux contrôles et vérifications</p> <p>Les organismes privés sont tenus de se conformer aux contrôles et vérifications de l'APDPVP et de répondre à toute demande de renseignements qu'elle formule dans le cadre de ses missions (art 201 et 202).</p>
3	<p style="text-align: center;">La protection des personnes concernées à l'égard de l'innovation technologique</p> <p>L'APDPVP veille au respect d'intérêt public tel qu'un niveau élevé de la sécurité et des droits fondamentaux, assurant ainsi la protection des consommateurs, des droits des utilisateurs et de la vie privée (art 175).</p>

4	<p style="text-align: center;">La loyauté et la licéité du traitement</p> <p>Les données doivent être collectées et traitées de manière loyale et licite, pour des finalités déterminées, explicites, légitimes et non inhumaines ; elles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités poursuivies ; exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour. Les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées (art 70).</p>
5	<p style="text-align: center;">La finalité du traitement</p> <p>Les données doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites, légitimes et non inhumaines et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités (art 70 tiret 2).</p>
6	<p style="text-align: center;">La proportionnalité</p> <p>Les catégories des données collectées pour le traitement doivent être proportionnées c'est-à-dire pertinentes au regard de la finalité légitime poursuivie, et limité à ce qui est nécessaire au regard des intérêts, droits et libertés des personnes concernées ou de l'intérêt public (art 70 tiret 3).</p>
7	<p style="text-align: center;">La pertinence, l'exactitude et la qualité des données collectées</p> <ul style="list-style-type: none"> -Seules les données adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées ultérieurement peuvent faire l'objet d'un traitement (art 70 tiret 3); -les données doivent par ailleurs, être exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour (art 70 tiret 4); -les données inexacts ou incomplètes doivent être effacés ou rectifiés (art 70 tiret 5).
8	<p style="text-align: center;">La temporalité ou la durée limitée de conservation des données et la pérennité</p> <p>Le responsable de traitement est tenu de prendre toute mesure utile pour assurer la pérennité des données (art 118 al 1) ;</p> <p>-les données doivent être conservées pendant une durée qui n'excède pas la période nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées (art 118 al 3) ;</p>

	<p>-le principe de la conservation pendant une durée limitée impose d'effacer ou d'archiver les données sur support distinct protégé, dès qu'elles ne sont plus nécessaires aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ;</p> <p>-les exceptions aux principes de la conservation pendant une durée limitée doivent être définies par la législation et requièrent des garanties spéciales pour la protection des données concernées.</p>
<p>9</p>	<p style="text-align: center;">La confidentialité et la sécurité des données</p> <p>Le responsable de traitement et le sous-traitant sont astreints à une obligation de confidentialité et de sécurité des données traitées.</p> <p>Aussi doivent-ils:</p> <ul style="list-style-type: none"> - choisir des personnes présentant, au regard de la préservation de la confidentialité des données, toutes les garanties tant de connaissances techniques et juridiques que d'intégrité personnelles (art 111) ; - mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données personnelles collectées contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé (art 113) ; - veiller à préserver et à garantir la confidentialité desdites données et éviter leur divulgation.
<p>10</p>	<p style="text-align: center;">Le consentement des personnes concernées et la transparence</p> <p>Avant la mise en œuvre de tout traitement des données à caractère personnel, le responsable de traitement doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - obtenir le consentement préalable de la personne concernée (art 71) ; - permettre à la personne concernée de retirer son consentement à tout moment (art 73) ; - procéder à la communication des droits des personnes concernées (art 91 al 1) ; <p>Enfin, l'information de la personne concernée doit être concise, transparente, compréhensible, aisément accessible et formulée en des termes clairs et simples (art 91 al 2).</p>

Le respect des droits des personnes concernées

Toute personne a le droit d'obtenir du responsable de traitement la confirmation que celui-ci traite ou non ses données.

La personne concernée a le droit:

- d'avoir accès à ses données auprès du responsable de traitement (**art 43**) ; les patients peuvent eux même ou par l'intermédiaire d'un médecin exercer leur droit d'accès à leurs données de santé (**art 46**) ;
- de faire rectifier, compléter ou clarifier, mettre à jour ou effacer leurs données par le responsable de traitement (**art 50 à 53**);
- d'obtenir la limitation du traitement de ses données personnelles lorsque :
 - l'exactitude des données personnelles est contestée par la personne concernée ;
 - le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à l'effacement de ses données personnelles ;
 - le responsable du traitement n'a plus besoin des données personnelles aux fins du traitement, mais celles-ci sont nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
 - la personne concernée s'est opposée au traitement des données personnelles la concernant dans l'attente de la vérification du motif légitime du responsable de traitement (**art 55**).
- de recevoir les données la concernant qu'elle a fournies à un responsable du traitement, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine (**art 58**);
- enfin, de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière au traitement des données la concernant (**art 60**), de s'opposer à une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé y compris le profilage (**art 66**).

En ce qui concerne la protection de la personne concernée par l'innovation technologique, toute trace numérique qu'une personne laisse sur internet : pseudo, noms, images, vidéos, adresses IP, favoris, commentaires, doit en cas d'exploitation être soumis à un avis ou une autorisation délivrée par l'Autorité pour la Protection des Données Personnelles et la Vie Privée (**art 175 à 187**).

V- LES CARACTÉRISTIQUES DES DIFFÉRENTS TRAITEMENTS

Aux termes de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023, les traitements des données personnelles relatifs au transfert des données des assurés du régime d'assurance maladie vers Monaco et à la mise en place du dispositif d'identification biométrique des assurés en santé, reposent sur des caractéristiques précises :

1) Le traitement des données personnelles relatif au transfert des données vers un pays tiers

Aux termes de l'article 6 tiret 127 de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 relative à la protection des données à caractère personnel, est défini comme transfert des données personnelles, toute communication, copie ou déplacement de données personnelles ayant vocation à être traitées dans un pays tiers.

L'article 171 de la même loi énonce les caractéristiques du transfert des données:

- **Sur la dénomination du traitement** : transfert des données.
- **Sur la finalité du traitement** : sauvegarde des données.
- **Sur la durée de conservation** : les données sont conservées en base active pendant la période contractuelle et en base intermédiaire pendant dix (10) ans.
- **Sur la nature des données** : ASCOMA GABON collecte, traite et transfère les données suivantes :
 - noms et prénoms (cellule familiale, données de sinistres, situation matrimoniale, appréciation du risque, évaluation des préjudices, vie personnelle et habitudes de vie, situation personnelle) ;
 - adresse ;
 - date et lieu de naissance ;
 - numéro de téléphone;
 - données relative à l'état de santé depuis 5 ans et plus ;
 - données du malade ;
 - données du praticien ;
 - informations économique et financière ;
 - personnes intervenant au contrat.
- **Sur l'origine des données traitées** : il s'agit des données des assurés du régime d'assurance maladie.
- **Sur le destinataire des données** : les données sont transférées Monaco, 24 Boulevard Princesse Charlotte, BP : 98000 à la société Ascoma Assureurs Conseils.

- **Sur l'existence d'une autorité de protection** : Monaco est dotée d'une autorité de protection des données personnelles, dénommée : « **Commission des Contrôles des Informations Nominatives (C.C.I.N)** ».

2) Le traitement des données personnelles relatif à l'usage du dispositif d'identification biométrique des assurés en santé

Aux termes de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 relative à la protection des données à caractère personnel, l'identification biométrique est un système qui permet d'identifier avec certitude les données d'un individu. Cette identification biométrique peut être biologique (ADN), morphologique (empreintes digitales, forme de la main, paume de la main, réseaux veineux, visage, iris, voix, oreille) ou comportementale (dynamique de la signature, démarche, frappes du clavier).

Ce dispositif d'identification biométrique repose sur des exigences légales et techniques. Ces exigences concernent les aspects techniques et les fondements juridiques du dispositif.

❖ Les aspects techniques du dispositif d'identification biométrique

Ascoma Gabon à travers le sous-formulaire relatif au dispositif d'identification biométrique renseigne sur :

a) La localisation du dispositif d'identification biométrique :

- **Déploiement des dispositifs** : deux-cent trente (230) lecteurs d'empreintes digitales déployés dans les différents réseaux de santé (centre de santé) à l'accueil principal et répartis comme suit sur les neuf (9) provinces du Gabon :
 - **Province de l'Estuaire (Libreville et ses environs)**
 - Consultations et soins : 59 lecteurs ;
 - Hospitalisation : 29 lecteurs ;
 - Dentistes : 29 lecteurs ;
 - Pharmacies : 37 lecteurs ;
 - Laboratoires : 14 lecteurs ;
 - Radiologie : 10 lecteurs ;
 - Opticiens : 24 lecteurs ;
 - Kinésithérapeutes : 5 lecteurs.
 - **Province du Haut-Ogooué**
 - Consultations et soins : 6 lecteurs ;
 - Hospitalisation : 4 lecteurs ;
 - Dentistes : 3 lecteurs ;
 - Pharmacies : 6 lecteurs ;
 - Laboratoires : 4 lecteurs ;
 - Radiologie : 1 lecteur.

- **Province du Moyen-Ogooué**
 - Consultations et soins : 2 lecteurs ;
 - Hospitalisation : 2 lecteurs ;
 - Dentistes : 2 lecteurs ;
 - Pharmacies : 2 lecteurs ;
 - Laboratoires : 2 lecteurs ;
 - Radiologie : 2 lecteurs.

- **Province de la Ngounié**
 - Consultations et soins : 1 lecteur ;
 - Hospitalisation : 1 lecteur ;
 - Dentiste : 1 lecteur ;
 - Pharmacies : 3 lecteurs ;
 - Laboratoire : 1 lecteur ;
 - Radiologie : 1 lecteur.

- **Province de la Nyanga**
 - Consultations et soins : 1 lecteur ;
 - Hospitalisation : 1 lecteur ;
 - Dentiste : 1 lecteur ;
 - Pharmacie : 1 lecteur ;
 - Laboratoire : 1 lecteur ;
 - Radiologie : 1 lecteur.

- **Province de l'Ogooué-Ivindo**
 - Consultations et soins : 1 lecteur ;
 - Hospitalisation : 1 lecteur ;
 - Dentiste : 1 lecteur ;
 - Pharmacies : 3 lecteurs ;
 - Laboratoires : 1 lecteur ;
 - Radiologie : 1 lecteur ;
 - Kinésithérapeutes : 1 lecteur.

- **Province de l'Ogooué-Lolo**
 - Consultations et soins : 1 lecteur ;
 - Hospitalisation : 1 lecteur ;
 - Dentiste : 1 lecteurs ;
 - Pharmacies : 2 lecteurs ;
 - Laboratoire : 1 lecteur ;
 - Radiologie : 1 lecteur.

- **Province de l'Ogooué-Maritime**
 - Consultations et soins : 18 lecteurs ;
 - Hospitalisation : 11 lecteurs ;
 - Dentistes : 6 lecteurs ;
 - Pharmacies : 9 lecteurs ;
 - Laboratoires : 8 lecteurs ;
 - Radiologie : 5 lecteurs ;
 - Opticiens : 3 lecteurs ;
 - Kinésithérapeutes : 1 lecteur.

- **Province du Woleu-Ntem**
 - Consultations et soins : 3 lecteurs ;
 - Hospitalisation : 3 lecteurs ;
 - Dentiste : 1 lecteur ;
 - Pharmacie : 1 lecteur ;
 - Laboratoires : 2 lecteurs ;
 - Radiologie : 1 lecteur.

b) Les caractéristiques et fonctionnalités du dispositif d'identification biométrique:

- **Origine et nature du matériel utilisé :** Gilles Leroux Industrie S.A.S-53, rue Edouard Branly-45800 Saint Jean de Braye-France ; lecteur biométrique.
- **Nom du modèle du matériel utilisé :** Biometric Secure Authentification (BSA1).
- **Nom du logiciel utilisé :** Optique-BSA1.
- **Enrôlement et effacement des données :**
 - enrôlement : prise des empreintes digitales des deux (2) index de l'assuré selon une procédure établie dans le document relatif à la présentation du projet ;
 - effacement : au terme du contrat d'assurance.
- **Modalités de stockage des gabarits ou des données brutes :** sur support individuel.
- **Nombre de gabarits ou données brutes traités par personne :** les deux (2) index du titulaire de la carte.

❖ **Les fondements juridiques du dispositif d'identification biométrique**

L'article 86 de la loi suscitée énonce les conditions de licéité du traitement qu'ASCOMA GABON décline :

- **Sur la dénomination du traitement :** dispositif d'identification biométrique.
- **Sur la finalité du traitement :**
 - la reconnaissance exclusive des droits des bénéficiaires, pour éviter les fraudes ;
 - le renforcement de la sécurité du dispositif de vérification des droits des assurés en santé ;
 - la dotation à chaque bénéficiaire d'une carte microprocesseur en remplacement de la carte à code-barres actuelle jugée moins fiable.
- **Sur les catégories des données enregistrées :**
 - noms, prénoms, date et lieu de naissance, sexe ;
 - informations sur les antécédents familiaux et médicaux ;
 - index des deux mains ;
 - photo.

- **Sur les catégories des personnes concernées** : il s'agit uniquement des assurés du régime d'assurance maladie.
- **Sur la durée de conservation des données enregistrées** : elle est relative à la durée du contrat d'assurance.
- **Sur le droit d'accès, de rectification, à l'effacement, à la limitation du traitement, à la portabilité des données et d'opposition** : il s'exerce auprès de l'Administrateur Directeur Général.

VI. OBSERVATIONS

ASCOMA GABON collecte et traite les données personnelles dans le cadre de son activité de conseil et Courtier en Assurances. Elle sollicite le transfert des données personnelles de ses assurés du régime d'assurance maladie vers Monaco et l'usage du dispositif d'identification biométrique des assurés en santé dans les neuf (9) provinces du Gabon.

L'APDPVP note que :

Sur le traitement relatif au transfert des données personnelles :

Le transfert des données personnelles des assurés vers Monaco, notamment à la société **ASCOMA ASSUREURS CONSEILS**, du fichier " *base de données des assurés du régime d'assurance maladie*" contenant les données des assurés a pour but la sauvegarde des données liées à la passation-gestion et l'exécution des contrats d'assurance maladie, des contrats d'assurances automobiles et vie des personnes.

Les assurés sont informés de l'enregistrement et du traitement de leurs données personnelles et y ont consenti, lors de la signature du contrat d'assurance maladie.

Les assurés du régime d'assurance maladie disposent d'un droit d'accès, de rectification, à l'effacement, à la limitation du traitement, à la portabilité et d'opposition à leurs données personnelles, qui s'exerce auprès de l'Administrateur Directeur Général.

- ❖ L'Autorité rappelle que les données de santé des assurés transférées vers Monaco, notamment à **ASCOMA ASSUREURS CONSEILS** doivent être préalablement anonymisées **par un processus de hachage irréversible lorsque les prises en charge identifient les assurés, et sous forme cryptée ou codée lorsqu'elles identifient les professionnels de santé qui ont élaboré lesdits prises en charge.**

Concernant le traitement relatif à l'usage du dispositif d'identification biométrique des assurés en santé :

Les données biométriques et sensibles des assurés en santé sont collectées, traitées et conservées pour des finalités déterminées telles que la reconnaissance exclusive des droits des bénéficiaires afin d'éviter les fraudes, le renforcement de la sécurité du dispositif de vérification des droits des assurés et la dotation à chaque bénéficiaire d'une carte microprocesseur, en remplacement de la carte à code-barres jugée moins fiable. Le recours à ce dispositif d'identification biométrique de cartes de santé à microprocesseur, permet de lutter contre les actes de fraude de plus en plus récurrents, de réduire la vulnérabilité du système d'assurance santé, d'identifier et d'authentifier les titulaires de la carte en confirmant son adhésion au système d'assurance santé, de vérifier ses droits, générations et transmissions des demandes de remboursement de manière sécurisée.

L'identification biométrique des assurés en santé est morphologique, plus que les lecteurs collectent les empreintes digitales des deux (2) index des assurés en santé. Les gabarits des empreintes collectés, traités et conservés sont enregistrés dans les puces des cartes détenues par les assurés et non dans un lecteur de comparaison ou de base des données centralisées et contrôlées par Ascoma Gabon. Ceci garantit la maîtrise et le contrôle total des données par le titulaire de la carte. Cette carte ne contient aucune donnée médicale de la personne concernée.

Sur la carte biométrique, il est ajouté la photo d'identité du bénéficiaire pour une meilleure identification de l'utilisateur. Les photos collectées sont stockées dans les bases de données sécurisées.

Les assurés en santé disposent d'un droit d'accès, de rectification, à l'effacement, à la limitation du traitement, à la portabilité des données et d'opposition à leurs données personnelles, qui s'exerce auprès de l'Administrateur Directeur Général.

- ❖ Que conformément à l'alinéa 2 de l'article 61 de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023, le droit d'opposition ne s'applique pas lorsque le traitement est d'ordre public ou répond à une obligation légale ou contractuelle.

La durée sollicitée de conservation des données des assurés en santé transférées vers Monaco est de dix (10) ans en base intermédiaire, et en base active, elle correspond à la période contractuelle ; celle relative à la mise en place du dispositif d'identification biométrique des assurés correspond à la durée du contrat d'assurance maladie. Les données sont effacées à la fin du contrat, sauf obligation de les conserver à des fins probatoires ou en cas de contentieux. Toutefois, l'Autorité rappelle que conformément aux dispositions de l'article 118 de la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 relative à la Protection des Données à Caractère Personnel, « les données personnelles doivent être conservées pendant une durée qui n'excède pas la période nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ».

- ❖ Que conformément aux dispositions des articles 119 et 120 de la loi citée ci-dessus, le responsable du traitement ou son représentant a l'obligation de tenir un registre des activités des traitements effectués sous sa responsabilité.

L'APDPVP conclut que les traitements des données personnelles portant sur le transfert des données personnelles des assurés du régime d'assurance maladie vers Monaco et l'usage du dispositif d'identification biométrique des assurés en santé, mis en œuvre par ASCOMA GABON, sont conformes à la loi n°025/2023 du 12 juillet 2023 portant modification de la loi n°001/2011 du 25 septembre 2011 relative à la Protection des Données à Caractère Personnel.

Au vu de ce qui précède et après en avoir délibéré ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Pour les traitements sollicités, une autorisation est délivrée à **ASCOMA GABON** pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification.

Article 2 : La présente délibération est susceptible de recours devant le Conseil d'Etat dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 3 : La présente délibération sera publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise.

Fait à Libreville, le 30 janvier 2024

Le Président

Joël Dominique LEDAGA